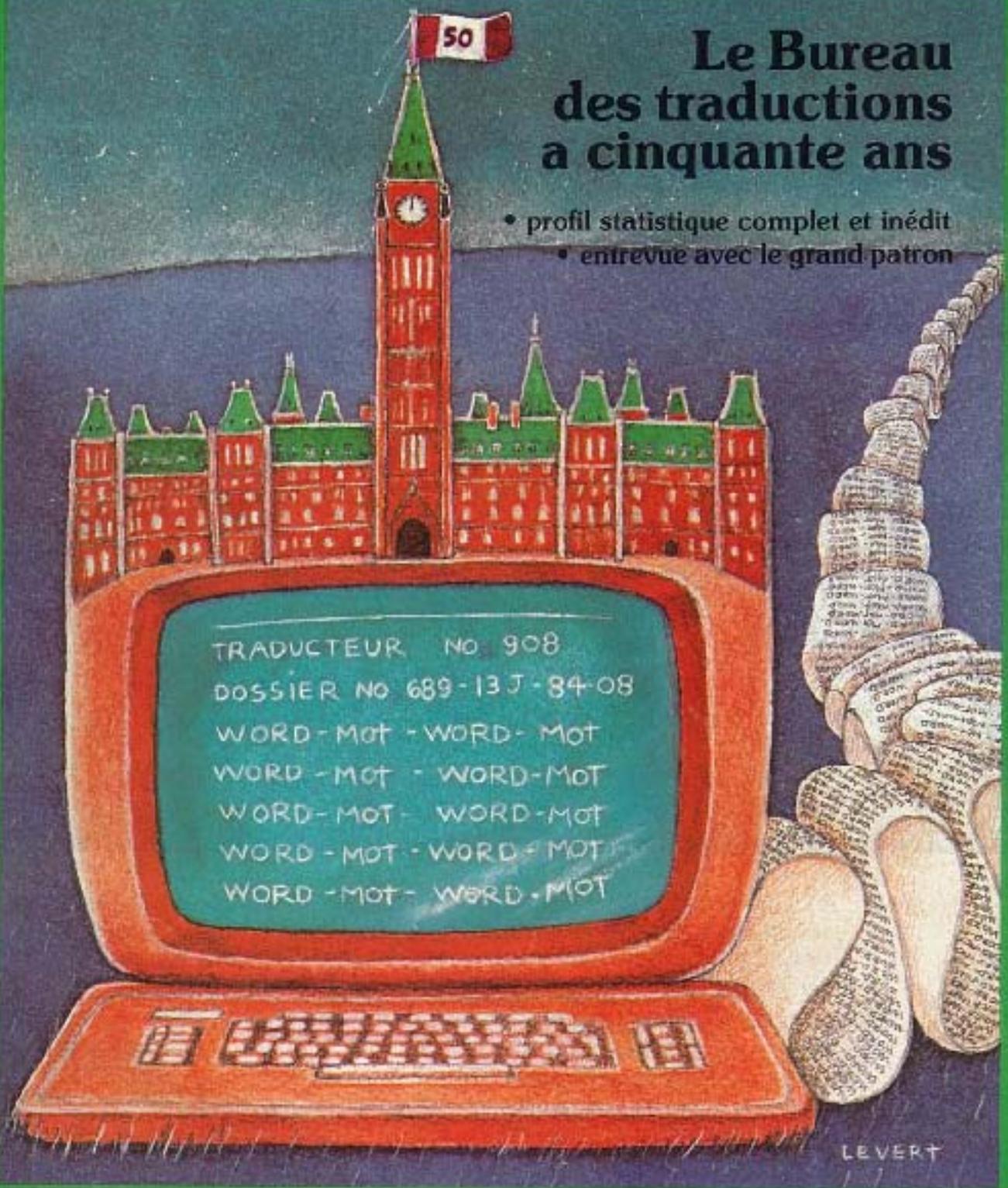


Dossier
interprétation

Le Devoir

Le Bureau des traductions à cinquante ans

- profil statistique complet et inédit
- entrevue avec le grand patron



LEVERT



La traduction au Québec : le passé, le présent, l'avenir

Le 6 juin dernier, la Société des traducteurs du Québec se réunissait en congrès pour aborder ce vaste thème. Conférences, ateliers et plénières ont constitué cette journée de réflexion et d'échanges, organisés par le Comité de la recherche et des moyens informatiques de la Société.

Le Billet ci-après rend compte de ces assises. Il s'accompagne d'observations plus analytiques sur certains ateliers, tels ceux qui ont porté sur les outils de la traduction multilingue, sur la gestion et l'organisation chez les traducteurs indépendants, ainsi que sur la refonte du Code de déontologie et

l'introduction des règles de publicité. Les autres sujets d'ateliers — outils pour la traduction et l'interprétation de l'anglais vers le français ou vice-versa, banques de données privées et évaluation du rendement en terminologie — ne manqueront pas d'être repris dans de prochains numéros de **Circuit**.

Billet

De la traduction considérée comme un des beaux-arts... en voie de disparition?

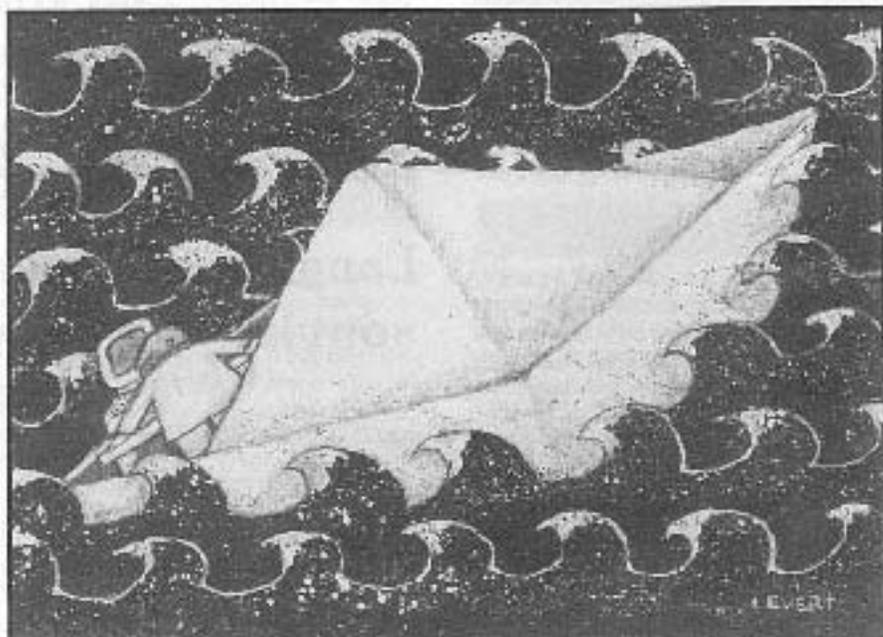
par Louis-Jean Rousseau
Office de la langue française

La crise

La traduction a une très longue histoire. Ses origines remontent à l'apparition du langage et à sa diversification. Au Québec, la traduction date des premiers contacts interlinguistiques et la profession s'est développée et amplifiée avec l'apparition des lois à caractère linguistique. En fait, dans les années 60 et 70, on a vu naître une véritable industrie de la traduction — le boom traductionnel — en réponse aux besoins pressants, la *Loi sur les langues officielles* et la *Charte de la langue française* exigeant la traduction de milliers de documents.

Pouvait-on espérer que cette croissance exponentielle se poursuive indéfiniment? Il semble que certains aient misé là-dessus puisqu'on a vu de nombreux cabinets de traduction faire leur apparition, plusieurs entreprises créer des services linguistiques importants et les universités se lancer dans des programmes d'enseignement de la traduction, qui continuent d'accueillir chaque année des centaines d'étudiants.

Puis vint la crise. L'évolution du marché a provoqué récemment une chute de la demande au moment où l'offre atteignait des proportions inégalées. Alors, les traducteurs, au chômage? S'il y a une crise de la traduction, ce n'est que le reflet de l'état de la société. La tra-



duction n'est pas une réalité indépendante. C'est une fonction nécessaire aux communications dans une économie de marché en récession. On s'inquiète du sort des centaines d'étudiants qui se sont engagés dans l'apprentissage de la traduction. Mais il est certain que le pourcentage de ceux qui exerceront la profession n'est pas inférieur à celui des autres champs d'étude : combien d'étudiants en sociologie, en droit, en sciences exerceront une profession en rapport direct avec leurs études?

Ce qui provoque un sentiment de

malaise, c'est aussi l'évolution rapide de la profession et de ses conditions d'exercice. Les questions de productivité, d'insertion de la traduction dans l'économie, l'informatisation, etc., ne sont pas sans effet sur le climat qui semble régner.

La traduction a peut-être été trop perçue comme une fin en soi, comme un monde fermé, plaqué sur le marché. Le traducteur est-il vraiment intégré à son environnement? N'est-il pas perçu comme un être à part dans l'entreprise? Les services linguistiques sont-ils bien situés dans l'organigramme des

entreprises et, de ce fait, jouent-ils le rôle qui devrait leur revenir ?

La situation actuelle nous donne à penser que le traducteur, pour survivre d'abord et pour progresser ensuite, devrait se considérer de plus en plus comme un communicateur dont une des fonctions est la traduction. Cet élargissement de son horizon devrait lui permettre d'acquiescer une plus grande polyvalence (conseil linguistique, rédaction, traduction et communication), d'avoir une plus grande mobilité et, par conséquent, de mieux s'intégrer à son milieu de travail, en évitant les attitudes corporatistes qui l'isolent, sur le plan individuel et collectif, et qui nuisent somme toute à la profession.

L'exemple des publicitaires est éloquent à cet égard : la fonction marketing et publicité est maintenant bien intégrée au circuit de production et à l'économie en général. Ce n'est plus une fonction qui vient s'ajouter artificiellement au cycle de la distribution des biens et services.

Mais les besoins en matière de communication étant ce qu'ils sont, le volume de la traduction, s'il n'augmente plus au même rythme qu'à l'époque du rat-trapage, demeurera — et ce que l'on a appelé la « crise » de la traduction suivra le rythme de l'économie.

La gadgétisation

Mais vous avez dit « crise » ? Il paraît. Pourtant, pas un traducteur qui n'ait sa machine de traitement de textes ou qui ne rêve d'un microordinateur. L'apparition rapide des systèmes bureautiques n'a pas laissé indifférents les traducteurs qui y ont vu un moyen de se libérer des aspects les moins intéressants de leur travail quotidien et d'augmenter leur productivité. Leur facilité d'utilisation et leur faible coût en assurent la popularité.

La description que l'on fait de ces appareils multifonctionnels crée une sorte d'enthousiasme, et il semble que l'on ait trouvé dans cette technologie la solution à tous les maux.

L'engouement est tel que l'on voue aux gémonies les retardataires qui affichent un souverain mépris pour la bureautique. Gare aux ringards qui refusent la technologie de pointe.

Personne, en fait, ne peut nier l'utilité des appareils bureautiques. On les dit indispensables en publiant parfois les contraintes nouvelles qu'ils apportent avec eux. En cette période perturbée, est-on en train d'assister à une nouvelle aliénation ou à un asservissement du

traducteur à sa machine, l'enveloppe devenant ainsi plus importante que le contenu ? Ne pas oublier les limites de la machine et ne pas lui accorder plus d'importance qu'elle n'en devrait avoir : la règle *garbage in - garbage out* s'applique plus que jamais. Il semble que le traducteur devrait apprendre au plus tôt à dominer la machine et ne pas tomber dans le piège. On a mis 50 ans à sortir de l'aliénation du « char ». Espérons que pour la bureautique, ce sera plus court.

Mais au fait, peut-être serons-nous remplacés plus tôt qu'on ne le croit : au Japon, on vient de commercialiser une machine à traduire, du japonais vers l'anglais, qui traite 3 000 mots à l'heure et qui, dit-on, fait des merveilles dans les textes techniques*.

L'avenir

Cette journée de congrès de la Société des traducteurs a mis en relief des aspects très positifs et très significatifs.

On a mis de côté les questions traductionnelles proprement dites pour s'intéresser à des questions à caractère

« existentiel » : la place de la traduction dans le monde contemporain et dans la société québécoise actuelle.

À partir des constatats que l'on sait, on refuse de voir l'avenir professionnel en gris ou en rose pour discuter avec réalisme et ouverture d'esprit la nécessaire adaptation du traducteur aux nouvelles conditions du travail, qu'il s'agisse des conditions socio-économiques ou des moyens que nous apportent les technologies de pointe. Et, lorsqu'il est question du statut du traducteur, ce n'est plus pour discuter des problèmes catégoriels, mais pour définir son rôle en tant qu'agent socio-économique.

Moins que le nombre de traducteurs en exercice, c'est cette nouvelle approche de la question qui permettra aux traducteurs de trouver des solutions originales aux divers problèmes soulevés pendant ce congrès.

Chacun des nombreux sujets abordés au congrès aurait mérité au moins une journée à lui seul. Ce sera l'affaire d'autres rencontres. ☺

* L'Express, 8 juin 1984, p. 84

Langues étrangères : les moyens sont là... à nous de les chercher !

par Danielle Beaulieu

Francine Bertrand-Gonzalez, traductrice, interprète et professeure d'espagnol, constate que Montréal est assez bien nanti en matière de documentation espagnole. Après avoir donné une liste des dictionnaires qu'elle utilise et avoir indiqué ses préférences, elle n'en reconnaît pas moins que le débrouillardise est le meilleur gage de succès. Les fichiers constitués à partir de lectures d'annuaires, de revues et de périodiques en langue espagnole représentent une source documentaire inestimable. Les organismes internationaux ayant leur siège à Montréal lancent tous les ans une série de publications en espagnol et se les procurer est relativement facile.

En décembre dernier, M^{me} Bertrand-Gonzalez réunissait des personnes travaillant en espagnol dans divers ministères de la ville de Québec. Dès la

première réunion, les objectifs étaient fixés : créer une banque de personnes-ressources de formations diverses à travers le monde hispanophone, uniformiser la terminologie utilisée pour leur principal client — le gouvernement du Québec — obtenir une liste des ministères et des organismes hispanophones afin d'éviter la traduction incorrecte, dresser une liste des dictionnaires unilingues, bilingues et multilingues disponibles dans les bibliothèques de Québec et enfin suggérer l'achat de ceux qui ne s'y trouvent pas.

Ce groupe hispanophone espère ainsi briser l'isolement dans lequel il se trouve, et ce, dans un climat d'entraide et d'échange d'information.

En reprenant le thème du congrès de la STQ, Fahry Gaber, traducteur indépendant qui travaille en français, en anglais et en arabe, a décrit la situation de la traduction arabe au Québec en ces termes : un passé presque